

Budget 2026 :

pas d'économies sur nos vies

dans les services publics

Le premier ministre a fait ce 15 juillet les premières annonces concernant le futur budget qui sera présenté au Parlement à l'automne.

Pour la fonction publique, comme on pouvait s'y attendre, les attaques sont frontales :

- suppression de 3000 emplois
- Non remplacement d'un fonctionnaire partant en retraite sur trois.
- Suppression de nombre d'agences et opérateurs de l'État avec pour objectifs 1000 à 1500 suppressions d'emplois
- Gel de la rémunération des agent·es publics encore après tant d'années !

Dans son discours, le PM indique même ne pas baisser les salaires des agent·es publics ! Expression symptomatique du mépris envers les agent·es.

Pire, le premier ministre ment en soutenant que le niveau de nos rémunérations nous permettrait de faire face à une inflation attendue autour de 1% en 2025, alors même que les agent·es peinent à boucler les fins de mois, que les prix des biens de consommation n'ont pas baissé et que l'inflation à deux chiffres subie n'a jamais été compensée. Pour Solidaires Fonction Publique, l'urgence n'est pas à l'austérité mais à des mesures salariales de justice sociale.

Ces mêmes agent·es que l'on a remercié·es, applaudi·es, que l'on vient chercher à la moindre crise et qui sont de nouveau abandonné·es et réduit·es à un coût.

Pourtant les agent·es publics sont là au service de toutes et tous pour la réduction des inégalités.

Bien entendu, les fonctionnaires seront également touché·es par les autres mesures comme notamment la suppression de jours fériés.

Pour Solidaires Fonction Publique, tout ceci est inadmissible.

d'autres mesures sont possibles avec notamment la conditionnalité des aides publiques, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale notamment.

C'est collectivement dans la Fonction Publique et dans le reste du monde du travail que nous ferons reculer le gouvernement et sa politique faite de régressions sociales.